

## CRISE ECONOMIQUE DES PAYS DU SUD & COVID

FMI

L'économie mondiale risque de connaître cette année "sa pire récession depuis la Grande Dépression"

CNUCED

Un "choc spectaculaire" pour les économies du sud

# Une crise sanitaire qui déclenche une immense crise économique au Sud

## 1 Un développement compromis

### 1.1 Chute des prix des matières premières

Energie, métaux et minerais, moindre dans l'agriculture

Pourrait être durable, fort impact sur des économies peu diversifiées

### 1.2 Vague inédite de retraits de capitaux

Inédite dans sa brutalité et son ampleur

Risque de dépréciation monétaire pour les Etats et entreprises locales

### 1.3 Chute attendue des recettes fiscales

Fermeture des marchés d'exportations

Arrêt des activités économiques nationales

### 1.4 Hausse des taux d'intérêts des emprunts

Accès à l'emprunt plus difficile

### 1.5 De nombreux états en situation financière dramatique

## 2 Des conséquences économiques et sociales de grande ampleur

### 2.1 Baisse des transferts d'argent par les expatrié(e)s et migrant(e)s

### 2.2 Arrêts d'activités, faillites d'entreprises

Travailleur(se)s de l'économie informelle dépourvus de protection sociale

1,6 milliards de personnes pourraient perdre leur emploi ou salaire (OIT)

### 2.3 Basculement de millions de personnes dans la pauvreté ? Accès limité à l'alimentation et à la santé

### 2.4 Les femmes, 1ère victimes

### 2.5 Le renforcement des inégalités

## 3 Des états déjà fragilisés attendus en 1ère ligne pour protéger les citoyens

### 3.1 Quid du système de santé et de la protection sociale ?

Organisation : dépistages massifs ? Soins intensifs ? Accès aux soins, aux médicaments ?

Protection sociale face au chômage, à la chute de revenus, contre la pauvreté

### 3.2 Quid du soutien à l'activité économique ?

- Aide aux entreprises
- Organisation des activités essentielles

### 3.3 Des services publics déjà affaiblis

- Libéralisation des services publics (pression des Institutions Financières Internationales)
- Systèmes de santé public affaiblis

### 3.4 Capacités budgétaires restreintes

- Réformes fiscales régressives et course au moins disant fiscal
- Libéralisation du commerce extérieur
- Hausse des flux financiers illicites

### 3.5 Erosion des capacités de l'Etat dans ce modèles de développement

- Populations fragilisées
- Besoins de financement urgents
- CCFD : meilleure répartition des richesses mondiales, mobilisation des ressources domestiques

## 4 Une accentuation du défi de la dette

### Enjeu de la dette pour les pays du Sud

#### Recours au crédit international

- Acteurs privés (dette privée)
- Autres Etats (dette bilatérale)
- Institutions financières / Internationales (IFI) - dette multilatérale / Régionales

#### Obstacle majeur au développement

- Détournement des ressources publiques vers le remboursement de la dette
- Fort dépendance / ext., autonomie politique, économique de nbx pays confisquée (FMI, créanciers privés)

#### Témoigne d'une injustice des rapports N / S : responsabilité des prêteurs jamais reconnue

- Endettement croissant à des taux insoutenables
- Diktat des créanciers notamment publics (Club de Paris)

### Evolution de l'endettement

#### Crise majeure de la dette des années 1980

- Immense campagne ONG : « En l'an 2000, annulons la dette » et « 2005, plus d'excuses »
- Allègements et annulations consenties pour les pays les plus pauvres

#### Toujours pas de solution juste et durable au problème de la dette

- Pas de mécanisme de restructurations juste, créanciers gardent le pouvoir
- Droits humains peu pris en compte
- Pas d'outil équivalent à la BCE où les pays du Nord peuvent s'endetter

#### Endettement qui a évolué dans sa nature

- Recours amplifié à l'endettement privé pour certains Etats
- Prêteurs émergents (Chine) bousculant le paysage
- La FED (US) a joué le rôle du FMI pour aider 15 pays (Mexique, ...) de façon exclusive

#### Crise de la dette amorcée avant la crise liée au COVID

- Remboursement de dette en hausse
- Nombreux pays déjà en « crise » : des pays les plus pauvres à des pays émergents

#### Crise économique du COVID : crise de la dette imminente de certains pays, risques de faillite

- Situation évolutive à très court terme
- Appels de chefs d'Etats et d'institutions internationales à des moratoires et allègements
- Appel du Pape pour des allègements et annulations

Décisions insuffisantes annoncées par le « G20 »

- Annulation partielle pour les pays les + pauvres sur 6 mois par le FMI
- Suspension de dette de 8 mois par les créanciers bilatéraux pour 77 pays
- Incitation des prêteurs privés, mais basée sur le volontariat
- Annonces contradictoires de la France

Mobilisation : 200 ONG avec le CCFD appellent au Jubilé d'annulation de dette 2020

- 1 Obtenir de véritables annulations de dette
- 2 Obtenir des financements additionnels de la part des pays riches
- 3 Se protéger des créanciers privés et fonds voutours
- 4 Limiter les prérogatives et conditionnalités des IFI
- 5 Créer un mécanisme ONUisien de restructuration, solution durable de sortie de la spirale
- 6 Rôle de la France

- Un pays prêteur toujours important
- Volonté de réaffirmer le rôle central du Club de Paris ?

5 Une solution clé, la lutte contre l'évasion fiscale et l'injustice fiscale

5.1 Des sommes phénoménales échappent au Sud

- 450 milliards \$ / an perdus par les pays de l'OCDE, 200 Milliards par les pays en développement (FMI, 2015)
- Le Sud perd 10 fois plus par les flux financiers illicites que ce qu'il reçoit de l'Aide publique au développement
- 40 % des bénéfices des entreprises multinationales sont localisés dans les paradis fiscaux (G. Zucman, 2017)
- Les PVD : pénalisés à 30% PIB en + / pays du Nord (FMI 2015), et part de l'IS plus importante dans leurs budgets

5.2 Course au moins disant fiscal et régressivité des systèmes fiscaux

- Multiplication des incitations fiscales pour attirer le secteur privé
- La course au moins-disant fiscal : taux moyen de l'IS 0% en 2052 ? (Eurodad, 2017)
- Les entreprises payent moins d'impôts qu'avant la crise de 2008 (Financial Times, 2018)
- Augmentation des impôts régressifs
- Qui va payer le prix de la crise ?
- Comment dégager des revenus et lutter contre les inégalités ?

5.3 Des alternatives de système fiscal

- Promouvoir des systèmes fiscaux progressifs et des politiques publiques redistributives
  - Sortir de la logique austéritaire et de la compétitivité
  - Imposer les grands acteurs privés et les plus riches
  - Réviser les règles fiscales internationales pour redistribuer
  - Assurer une vraie redistribution via les dépenses
- Propositions exceptionnelles en temps exceptionnels
  - Impôts sur le patrimoine, avec soutien du FMI, en débat (Argentine, Paraguay)
  - Impôts sur les bénéfices exceptionnels pour les entreprises (mentionnés par l'OCDE)
- Plans de relance : quels soutiens publics, quelle économie ?
  - Entreprises qui font de l'évasion fiscale ?
  - Quels modèles de développement ?
- Exple du Paraguay : la justice fiscale à l'agenda, réclamée par la société civile

#### 5.4 Une véritable lutte contre l'évasion fiscale qui bénéficie aux pays du Sud

Trouver l'argent pour un système de santé accessible à tous, gratuit

Tendance de l'Etat d'aller vers la dette

Taxation de la filière soja exportée ?

Systeme fiscal international obsolète et injuste

Logique de pleine concurrence entre Etats

Répartition injuste des droits d'imposition entre Nord et Sud

Systeme opaque

Pour une « taxation unitaire » des multinationales et un taux minimum d'imposition

Evite l'évasion fiscale

Evite la concurrence fiscale et donne des moyens suffisants aux Etats

Créer un organisme ONUien pour négocier également entre N et S

Une loi sur la transparence fiscale des entreprises : impôts payés dans les différents pays

Pour une taxation des transactions financières, frein à la spéculation, ressources nouvelles

Créer un cadastre financier

Le choc de la pandémie :  
va accélérer la pauvreté, la malnutrition et les inégalités, risque d'entraîner des cessations de paiement de certains pays.

Un modèle économique :  
dépendant des pays du Nord et des IFI, à bout de souffle, avec une dette croissante qui prive les états de ressources indispensables à la protection de sa population.

Un plaidoyer vigoureux :  
nécessaire en faveur de remise de dettes, de réformes fiscales d'exception et de taxation des grandes entreprises et flux financiers orchestrées par un organisme ONUien.